

Ces tensions dans le commerce des produits agricoles menacent le système commercial mondial et le succès de la Ronde Uruguay. C'est pourquoi le Canada a inscrit l'agriculture parmi les premiers points à l'ordre du jour des récentes réunions des ministres du Commerce; c'est pourquoi aussi nous accueillerons à Ottawa, la semaine prochaine, une réunion du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles. Il faut de toute urgence réformer la politique et le commerce dans le secteur agricole, comme le Secrétaire général de l'OCDE l'a démontré de façon si convaincante dans son excellent document.

Nous reconnaissons le caractère très particulier de l'agriculture. Il faut reconnaître les préoccupations concernant le chômage et la sécurité alimentaire. Mais il est essentiel que nous nous engagions collectivement à prendre les mesures que nous dictent le gros bon sens et la prudence financière. Les risques de tout retard supplémentaire seront énormes.

La nécessité de mesures provisoires et de mesures à long terme est reconnue. Sur le long terme, les problèmes du commerce agricole doivent être réglés dans les NCM. Si nous ne parvenons pas à régler la question de la réforme agricole, la Ronde Uruguay sera considérée comme un échec.

Le Canada a proposé à l'OCDE, comme mesure provisoire, un ensemble de principes pouvant servir de base à une action collective visant à réduire les distorsions dans le commerce des produits agricoles. Ces principes s'appuient sur l'excellent travail que l'OCDE a effectué et ils sont compatibles avec la réforme agricole à long terme envisagée dans la Déclaration de Punta del Este. Ils ont été communiqués aux membres de l'OCDE qui leur ont accordé un large appui.

Le projet de communiqué préparé par le Secrétaire général constitue une base acceptable d'entente sur le communiqué. Permettez-moi de préciser. Il est déjà libellé sous forme de communiqué. Il ne satisfait pleinement aucune délégation. À notre avis, il représente une dilution de nos principes. Les efforts pour apporter d'importants changements au texte habile du Secrétaire-général de façon à refléter les divergences nous ramèneront tous aux positions initiales et nous éloigneront du compromis pratique que nous recherchons.

Le communiqué ministériel devrait refléter un véritable engagement de régler ces problèmes, et nous devons tous accepter de le respecter.